

CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT

Fixant les conditions de déversement des eaux
usées d'un établissement dans le réseau public

Etablie entre

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo

ET

**La Communauté de Communes de
Domfront-Tinchebray Interco**

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET.....	4
ARTICLE 2 – DEFINITIONS.....	4
2.1 Eaux usées domestiques.....	4
2.2 Eaux pluviales.....	4
2.3 Eaux usées industrielles et assimilées.....	4
ARTICLE 3 – LES CONDITIONS TECHNIQUES	4
3.3. Prescriptions particulières.....	6
ARTICLE 4 – MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DES EFFLUENTS.....	6
ARTICLE 5 – CONTROLE DES EFFLUENTS ADMIS	6
5.1 Auto-surveillance.....	6
5.2 Contrôles par Flers Agglo.....	7
ARTICLE 6 - DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS	7
ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES	7
7.1 La dégressivité	7
7.2 Calcul de la redevance d'assainissement	8
7.3 Calcul du coefficient de charge polluante.....	8
7.4 Autres paramètres	9
7.5 Facturation	9
ARTICLE 8 – REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION	9
ARTICLE 9 : CONDUITE A TENIR PAR DOMFRONT TINCHBRAY INTERCO EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS.....	10
ARTICLE 10 – CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS	10
10.1 Conséquences techniques.....	10
10.2 Conséquences financières	11
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT	11
ARTICLE 12 – CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	12
12.1 Obligation de la commune de Domfront-Tinchebray Interco	12
12.2 Obligation de Flers Agglo.....	12
ARTICLE 13 – CESSATION DU SERVICE	13
13.1 Conditions de fermeture du branchement	13
13.2 Résiliation de la convention.....	13
13.3 Dispositions financières	13
ARTICLE 14 - DUREE.....	14
ARTICLE 15 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS	14
ARTICLE 16 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION.....	14

TEXTES DE REFERENCES :

- Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets des installations classées soumises à autorisation.
- Arrêté du 21 juillet 2015 modifié par les arrêtés du 24/08/2017, du 31 juillet 2020 et du 10 juillet 2024 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅.
- Code de la Santé Publique (art.L1331-1 à 1331-11).
- Code Général des Collectivités Territoriales (art. L2224-7 à 2224-12 et R2333-127).
- Code de l'Environnement (art. L221-5, L214-7 et L214-8).
- Règlement du Service Assainissement de Flers Agglo.

ENTRE :

La Communauté de Communes de Domfront-Tinchebray Interco, représentée par son Président,
..... dûment autorisé à la signature de la présente convention par
délibération en date du et désigné dans le texte qui suit par
« Domfront-Tinchebray Interco ».

ET

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, représentée par son président Monsieur Yves GOASDOUE dûment autorisé à la signature de la présente convention par délibération n° 2024-1297 en date du 20 décembre 2024 et désigné dans le texte qui suit par « Flers Agglo ».

AYANT ETE EXPOSE QUE :

Considérant que Domfront-Tinchebray Interco ne peut déverser les eaux usées de la commune de Chanu directement dans le milieu naturel, du fait de leur qualité, et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant, Flers Agglo accepte de recevoir, dans son réseau d'assainissement et de traiter à sa station d'épuration, les effluents en provenance de la commune de Chanu. Cette convention ne dispense pas Domfront-Tinchebray Interco de prendre en compte la réglementation existante au titre du raccordement sur un réseau public.

Considérant que Domfront-Tinchebray Interco a été autorisé à déverser ses eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement par arrêté (en date du ... / ... / **20....**).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées de Domfront-Tinchebray Interco (pour ce qui est de la commune Chanu) dans le réseau public d'assainissement et sur la station d'épuration communautaire du Landis située sur la commune de Caligny.

ARTICLE 2 – DEFINITIONS

2.1 Eaux usées domestiques

Ce sont les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement d'assainissement.

2.2 Eaux pluviales

Ce sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Les eaux d'arrosage, de lavage des voies publiques ou privées, des jardins ou de cours d'immeuble...sont assimilées à ces eaux pluviales. Les eaux de drainage sont aussi assimilées aux eaux pluviales et peuvent à ce titre être évacuées dans le réseau d'eaux pluviales dans la mesure où le raccordement est techniquement possible.

2.3 Eaux usées industrielles et assimilées

Sont classées dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux domestiques ou les eaux pluviales (eaux de process, eaux de lavage et rinçage des équipements et des sols d'ateliers, eaux de refroidissement, eaux de blanchisseries, eaux de traitements hospitaliers, eaux de gestion de cuisine...).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après « **eaux usées autres que domestiques** ».

ARTICLE 3 – LES CONDITIONS TECHNIQUES

3.1 Qualité des rejets :

Les rejets devront satisfaire aux caractéristiques suivantes :

Pour un volume journalier de 150 litres par Equivalent-Habitant

pH	Entre 5.5 et 8.5
Température	< 30°C
Teneur en graisses	< 150 mg /l (matières grasses totales)
DBO5	< 800 mg/l
DCO	< 2000 mg/l
MES	< 600 mg/l
NTK	< 150 mg/l
Pt	< 50 mg/l

Le rapport DCO/DBO5 devra rester < 3.

Tous les gaz et vapeurs toxiques, tous les hydrocarbures sont proscrits. D'une manière générale, le rejet de toutes les substances solides, liquides ou gazeuses susceptibles de porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne conservation du réseau, de nuire au fonctionnement de la station d'épuration, au traitement biologique, ou risquant de porter atteinte à la sécurité ou à la santé des agents du service d'assainissement est interdit.

3.2 Quantités de pollution et débits admissibles :

Flers Agglo dispose d'une capacité de traitement conforme aux besoins cumulés.

Les rejets admissibles sur la station devront respecter les limites maximales suivantes :

Paramètres	Flux de la commune de Chanu	Capacité Nominale STEP du Landis	Part de l'effluent (%)
Volume journalier (m3/j)	225	9150	2.5%
Débit de pointe horaire (m3/h)	18.75	760	2.5%
DBO5 (kg/j)	180	3600	5%
DCO (kg/j)	450	7200	6.3%
MES (kg/j)	135	4200	3.2%
NTK (kg/j)	33.75	900	3.8%
Pt (kg/j)	11.25	240	4.7%
Matières grasses	-	1292 mg/l (MEH)	-
		ou 1500 kg en DCO	

3.3. Prescriptions particulières

Domfront-Tinchebray Interco s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DES EFFLUENTS

Si Domfront-Tinchebray Interco était amené à modifier, de façon temporaire ou permanente, les caractéristiques de ses rejets, Flers Agglo devra en être avertie au préalable.

ARTICLE 5 – CONTROLE DES EFFLUENTS ADMIS

5.1 Auto-surveillance

Les points de rejet d'effluent au réseau de Flers Agglo seront pourvus des équipements suivants, installés et entretenus à ses frais par Domfront-Tinchebray Interco:

			Observations (éventuelles)
Un canal de mesure des débits	OUI ⁽¹⁾	NON ⁽¹⁾	
Un débitmètre enregistreur	OUI ⁽¹⁾	NON ⁽¹⁾	
Un échantillonneur (asservi au débit)	OUI ⁽¹⁾	NON ⁽¹⁾	

(1) supprimer la mention inutile

En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils de mesure, Domfront-Tinchebray Interco s'engage, d'une part, à informer Flers Agglo et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais. Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau des abonnés de Domfront-Tinchebray Interco. Passé un délai de trois mois, Flers Agglo se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de Domfront-Tinchebray Interco.

Les mesures de débit et analyses sont faites à l'aval de l'installation de traitement préalable, aux frais de Domfront-Tinchebray Interco et selon la fréquence indiquée dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence
Volume journalier	Mesure en continu

Domfront-Tinchebray Interco est tenue d'assurer une autosurveillance de son rejet, elle doit s'assurer du bon fonctionnement de ses installations de prétraitement.

5.2 Contrôles par Flers Agglo

Le laboratoire de Flers Agglo pourra effectuer à ses frais (ou faire effectuer par un laboratoire officiel de 1^{ère} catégorie), de façon inopinée et au minimum une fois par trimestre, des analyses sur l'ensemble des paramètres. Ces résultats d'analyses serviront de base pour le calcul de la redevance d'assainissement.

Dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de Domfront-Tinchebray Interco sur la base des pièces justificatives produites par Flers Agglo.

En cas de contestation de la part d'une des parties sur l'exactitude des mesures, les appareils de contrôle et de mesure pourront être vérifiés contradictoirement à leur demande.

Les frais entraînés par cette vérification seront à la charge du demandeur si les écarts relevés sont de plus de 5% par rapport à la marge limite de précision donnée par le constructeur.

ARTICLE 6 - DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, Domfront-Tinchebray Interco en laissera le libre accès à Flers Agglo, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur sur Domfront-Tinchebray Interco. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à Flers Agglo.

Domfront-Tinchebray Interco surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils de mesure, Domfront-Tinchebray Interco s'engage, d'une part, à informer Flers Agglo et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.

Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau des abonnés de Domfront-Tinchebray Interco. Passé un délai de trois mois, Flers Agglo se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de Domfront-Tinchebray Interco.

ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES

7.1 La dégressivité

Un tarif dégressif au 1^{er} juillet 2003 a été fixé par délibération du Conseil Communautaire. Il pourra évoluer par décision de l'Assemblée Communautaire.

Le tarif assainissement appliqué à Domfront-Tinchebray Interco sera :

Tarif au 1^{er} janvier 2025 :

- prime fixe : 45,99 € HT
- taxe assainissement :

Prix / m3			
0 à 6000	6001 à 12000	12001 à 24000	> 24000
2,34 € HT	2,11 € HT	1,90 € HT	1,71 € HT

Ces tarifs seront revalorisés chaque année en fonction de l'évolution générale des tarifs de Flers Agglo et de l'évolution des eaux parasites dans les réseaux de Flers Agglo.

7.2 Calcul de la redevance d'assainissement

Le tarif sera donc :

$$RI = V \times T \times K$$

RI = Redevance industrielle

V = Volume effluent rejeté

T = Tarif de la régie d'assainissement fixé par délibération du Conseil Communautaire pour l'année en cours et affecté d'un coefficient dégressif fonction du volume.

K = Coefficient de charge polluante de l'effluent de Chanu. La valeur de K ne sera prise en compte que dans la mesure où K > 1. Si le calcul aboutit à un coefficient K < 1, alors K sera égal à 1.

7.3 Calcul du coefficient de charge polluante

$$K = 0.4 + 0.6 \left[0.10 \frac{MESi}{MESd} + 0.20 \frac{DBO5i}{DBO5d} + 0.35 \frac{DCOi}{DCOd} + 0.20 \frac{NTKi}{NTKd} + 0.15 \frac{Pti}{Ptd} \right]$$

Les facteurs qui servent au calcul du coefficient K sont exprimés en concentration (en mg/l).

MESi : Matières en suspension de l'effluent de Domfront-Tinchebray Interco en mg/l

DBO5i : Demande biochimique en oxygène après 5 jours d'incubation de l'effluent de Domfront-Tinchebray Interco en mg/l

DCOi : Demande chimique en oxygène de l'effluent de Domfront-Tinchebray Interco en mg/l

NTKi : Azote total kjeldhal de l'effluent de Domfront-Tinchebray Interco en mg/l

Pti : Phosphore total de l'effluent de Domfront-Tinchebray Interco en mg/l

Les paramètres MESd, DBO5d, DCOd, NTKd, Ptd sont les concentrations de références correspondant à un effluent domestique classique, dont les valeurs sont les suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES d	600
DBO ₅ d	400
DCO d	800
NTK d	100
Pt d	25

7.4 Autres paramètres

Le coefficient de charge polluante pourra être calculé sur d'autres paramètres dans la mesure où ces derniers sont pris en compte à la station d'épuration. La présente convention sera revue en tenant compte de ces nouveaux paramètres.

7.5 Facturation

La facturation sera adressée à Domfront-Tinchebray Interco à l'appui d'un mémoire. Les modalités de paiement sont les suivantes :

- en juin : volume basé sur la relève ($V \times T \times K$) et la prime fixe
- en décembre : volume basé sur la relève ($V \times T \times K$).

ARTICLE 8 – REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 11
- en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement
- en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de Flers Agglo
- en cas de variation de plus ou moins 20% de la charge globale de matières polluantes entrant dans le calcul de la rémunération de Flers Agglo, calculée par référence aux valeurs annuelles prévues au paragraphe 3.2 de la présente Convention.

ARTICLE 9 : CONDUITE A TENIR PAR DOMFRONT TINCHBRAY INTERCO EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans son arrêté d'autorisation de déversement (ou convention de rejet), Domfront-Tinchebray Interco est tenue :

- d'en avertir Flers Agglo, dès qu'elle en a connaissance
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident de fabrication ou tout incident susceptible de provoquer un dépassement manifestement conséquent des valeurs limites fixées par la présente convention, Domfront-Tinchebray Interco est tenue :

- d'en avertir et dans les plus brefs délais Flers Agglo
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Flers Agglo pour une autre solution
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque sur le fonctionnement du service public d'assainissement, ou pour le milieu naturel ; cela peut également être fait par une demande justifiée écrite de Flers Agglo.

Domfront-Tinchebray Interco s'engage à respecter ces dispositions et à prévoir tout dispositif transitoire permettant la gestion des effluents en cas de pollution manifestement dangereuse pour le milieu naturel et les ouvrages de Flers Agglo.

Toutes les communications avec Flers Agglo feront l'objet d'un rapport écrit.

ARTICLE 10 – CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

10.1 Conséquences techniques

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, Domfront-Tinchebray Interco s'engage à en informer Flers Agglo, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Flers Agglo se réserve le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de Domfront-Tinchebray Interco présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Flers Agglo :

- informera Domfront-Tinchebray Interco de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

10.2 Conséquences financières

Domfront-Tinchebray Interco est responsable des conséquences dommageables subies par Flers Agglo du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Flers Agglo aura été démontré.

Dans ce cadre, Domfront-Tinchebray Interco s'engage à réparer les préjudices subis par Flers Agglo et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de Domfront-Tinchebray Interco, Domfront-Tinchebray Interco devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de Domfront-Tinchebray Interco influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT

En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de Domfront-Tinchebray Interco, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation, être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

12.1 Obligation de la commune de Domfront-Tinchebray Interco

Domfront-Tinchebray Interco s'engage :

- à réaliser et gérer à ses frais :
 - les ouvrages de traitement préalable au rejet dans le réseau public
 - les équipements d'autocontrôle des effluents
 - l'enlèvement et la destruction des éléments indésirables pouvant perturber le fonctionnement du réseau assainissement
- à rejeter ses effluents dans les limites et les conditions fixées à l'article 3
- à assurer la totalité des obligations financières prévues à l'article 7
- à signaler à Flers Agglo tout incident ou anomalie de nature à perturber le bon fonctionnement du réseau et de la station d'épuration (n° de téléphone du service à contacter 02.33.98.44.44)
- à effectuer les contrôles prévus à l'article 5 et à adresser les résultats à Flers Agglo.

12.2 Obligation de Flers Agglo

Flers Agglo s'engage :

- à accepter les effluents de Domfront-Tinchebray Interco provenant de la commune de Chanu tels que caractérisés à l'article 3
- à faire fonctionner la station de telle sorte que le rejet en sortie respecte les normes de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2018, à savoir :

Volume total de temps sec	≤ 9150 m3/j
DBO5	≤ 137 kg/j
DCO	≤ 457.5 kg/j
MES	≤ 137 kg/j
NTK	≤ 45.75 kg/j
NGL	≤ 91.5 kg/j
Pt	≤ 9.15 kg/j

- à fournir à Domfront-Tinchebray Interco, sur sa demande, les résultats du fonctionnement de la station d'épuration, sur le prix et la qualité du service
- à prévenir Domfront-Tinchebray Interco de toute difficulté liée à l'exploitation du réseau ou de la station d'épuration ou du non-respect des termes de la convention.

ARTICLE 13 – CESSATION DU SERVICE

13.1 Conditions de fermeture du branchement

Flers Agglo peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- le non respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - de modification de la composition des effluents
 - de non respect des limites et des conditions de rejet fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement
 - de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement
 - de non respect des échéanciers de mise en conformité
 - d'impossibilité pour Flers Agglo de procéder aux contrôles
- les solutions proposées par Domfront-Tinchebray Interco pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par Flers Agglo à Domfront-Tinchebray Interco, par lettre Recommandée avec Avis de Réception (RAR), et à l'issue d'un préavis de 15 jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, Flers Agglo se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, Domfront-Tinchebray Interco est responsable de l'élimination de ses effluents.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable couvrant les charges d'exploitation (éventuellement, en cas de non paiement des sommes dues par Domfront-Tinchebray Interco dans un délai de 30 jours, il pourra être fait appel à la garantie financière).

13.2 Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- par Flers Agglo, en cas d'inexécution par Domfront-Tinchebray Interco de l'une quelconque de ses obligations, 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de Domfront-Tinchebray Interco jugées insuffisantes
- par Domfront-Tinchebray Interco, dans un délai de 30 jours après notification à Flers Agglo.

La résiliation autorise Flers Agglo à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation.

13.3 Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente Convention par Flers Agglo ou par Domfront-Tinchebray Interco, les sommes dues par Domfront-Tinchebray Interco au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 7, deviennent immédiatement exigibles.

Eventuellement, en cas de non paiement des sommes dues par Domfront-Tinchebray Interco dans un délai de 30 jours, il pourra être fait appel à la garantie financière.

Dans le cas d'une résiliation par Domfront-Tinchebray Interco, une indemnité peut être demandée par Flers Agglo à Domfront-Tinchebray Interco, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de Domfront-Tinchebray Interco a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

ARTICLE 14 - DUREE

La présente convention prendra effet après avoir été visée en Préfecture. Elle est conclue pour une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2025. Les différentes parties procèderont à son réexamen 6 mois avant son échéance dans le cadre de son renouvellement et de son adaptation éventuelle. Elle pourra être révisée, à la demande de l'une ou l'autre partie, si les conditions de rejet ou d'exploitation venaient à changer sensiblement.

Quelle que soit la date à laquelle elle sera visée en Préfecture, l'Etablissement s'engage à se conformer aux conditions tarifaires définies à l'article 7.

Cette convention annule et remplace toute convention établie antérieurement.

ARTICLE 15 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes du siège de Flers Agglo.

ARTICLE 16 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Règlement d'Assainissement intercommunal.

Fait en deux exemplaires originaux

A Flers, le

Pour Domfront-Tinchebray Interco

Le Président

Pour Flers Agglo

Le Président

Yves GOASDOUE